# Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1285 - 19 février 1993 - prix : 9 F

PARTAGER LES SALAIRES OUVRIERS, NON!

S'EN PRENDRE AUX PROFITS CAPITALISTES, OUI!



# L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

# LUTTE OUVRIÈRE DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les ténors politiques qui viennent, à un mois des élections, proposer leurs remèdes contre le chômage sont tous passés au pouvoir, sans que jamais le chômage diminue. Et qu'est-ce qu'ils proposent aujourd'hui?

Pour Giscard, le remède est de "travailler plus et mieux" Aubry, Fabius préconisent de réduire le temps de travail... et le salaire avec. Les écologistes disent à peu près la même chose, sous prétexte de partager le travail. C'est fou à quel point ces gens-là savent faire appel au sens de la solidarité des travailleurs, pour que les patrons aient à payer moins. Pour tous, c'est aux travailleurs de payer!

Merci du conseil, les travailleurs ont déjà donné. Ils ne cessent de le faire depuis le début de la crise. Depuis 20 ans, les politiciens se relayent pour rabâcher qu'il faut accepter les licenciements, les conditions de travail de plus en plus dures, les cadences, la diminution du pouvoir d'achat et de la protection sociale, la flexibilité, pour que les entreprises redeviennent compétitives et assurent du travail pour tous.

Tous ces sacrifices n'ont servi à rien. Avec les économies faites sur le dos des travailleurs, les grandes entreprises font des bénéfices records. Mais où va cet argent? A qui sert-il?

Derrière les mensonges sur "l'intérêt de l'entreprise" se cachent des intérêts contradictoires. L'intérêt des travailleurs qui font marcher les entreprises est à l'opposé de

l'intérêt des propriétairesactionnaires qui en empochent les bénéfices. Le sort des premiers ne cesse de se détériorer avec la crise. Les seconds n'ont cessé de s'enrichir.

Mais cette situation ne découle pas automatiquement de la crise. Elle découle d'un certain rapport des forces. Les patrons, la classe des possédants imposent leurs propres intérêts au détriment de la classe ouvrière. Pire, grâce à leurs laquais du personnel politique, y compris "de gauche", ils ont réussi à faire croire que leurs intérêts se confondaient avec ceux de toute la société.

Voilà comment les riches parasites qui dominent l'économie ont pu s'enrichir dans la crise en poussant une fraction de la classe ouvrière vers le chômage et la misère et en imposant à l'autre plus de travail pour des salaires bloqués.

Alors le problème est la protection de tous les travailleurs contre la détérioration de leur pouvoir d'achat. Ce qui signifie répartition du temps de travail entre tous sans diminution des salaires; échelle mobile des salaires, des retraites et des pensions. Mais financé par qui, voilà la question! La justice la plus élémentaire veut que payent les responsables; ceux à qui, pourtant, la crise n'a rien coûté mais rapporté

Il ne faut pas compter sur les ténors de la politique pour dire cela. Ils sont tous au ser-

vice des bourgeois. Dans les remèdes qu'ils proposent, ils tiennent pour sacrés et les bénéfices des entreprises, et les profits privés de leurs propriétaires et actionnaires. S'ils sont seuls à s'exprimer lors des prochaines législatives, seule se fera entendre la voix du patronat.

Lutte pourquoi Voilà Ouvrière présentera des candidats dans 246 circonscriptions. Ils diront que les sacrifices à sens unique, ont assez duré. C'est aux possédants de payer les conséquences catastrophiques des aléas de leur économie. Mais ils diront, aussi, que jamais les bourgeois ne se sont laissé convaincre de faire des sacrifices sur leurs revenus et sur leur fortune par des élections. C'est toujours la peur de la classe ouvrière, la crainte de perdre plus en résistant qu'en cédant, qui les ont fait reculer.

Aujourd'hui, ils croient pouvoir tout se permettre. Il est temps de leur montrer que la fin des illusions, des faux espoirs, de l'attentisme est proche et qu'une provocation de trop déclenchera un coup

Voter pour Lutte Ouvrière ne suffira pas pour changer le rapport des forces? Sans doute. Mais cela peut servir à montrer qu'une fraction de la classe ouvrière a compris que c'est seulement en faisant payer les possédants par la force qu'elle pourra sauvegarder et améliorer ses conditions d'existence.

(20 h 30,

Arlette LAGUILLER

# ANDIDATS ANDIDATS E LUTTE OUVRIÈRE E LUTTE OUVRIÈRE

Nous avons annoncé la semaine dernière que Lutte Ouvrière présenterait des candidats dans 246 circonscriptions, recoupant 64 départements et la plupart des grandes villes du pays.

Les candidats de Lutte Ouvrière sont tous des travailleurs: ouvriers, employés, cheminots, salariés des PTT, hôpitaux, enseignants; ils participent tous à la vie active et sont donc représentatifs du monde du travail aujourd'hui dans le pays. Tous, y compris les quelques préretraités que les différents plans sociaux ont conduits hors des entreprises où ils travaillaient!

33% de nos candidats sont des femmes, elles aussi toutes intégrées à la vie active et donc, comme tous nos candidats, militants syndicalistes et politiques dans leur entreprise.

Aucun n'est un professionnel de la politique. Leurs ressources se limitent à leur salaire, ou à leur retraite. Et quand ils parlent de l'intensification de la productivité, des cadences, du travail précaire, des menaces de licenciements, des plans sociaux

Parce qu'ils les vivent. La dégradation des conditions de vie et de travail des salariés, les menaces sur l'emploi, l'inquiétude pour l'avenir, ils connaissent, bien mieux que les politiciens professionnels qui ne connaissent la réalité qu'au travers des dossiers et des statistiques.

C'est donc la protestation du monde du travail, face à la situation qui lui est faite depuis le début de la crise, que nos candidats feront entendre. C'est le rejet par la classe ouvrière de tout nouveau sacrifice, de toute nouvelle solution faisant porter le poids de la crise sur la

population travailleuse. Les entreprises, le patronat, les actionnaires font des bénéfices, sans retenue, sans àcoups, sans pause. Ils s'enrichissent de la crise. Voilà la vérité. Et aucun des hommes politiques qui se présentent aujourd'hui ne veut toucher à cette machine à faire du profit qui fonctionne pour le plus grand bénéfice des possédants. Tous, qu'ils soient de droite, de gauche, dans l'opposition ou la majorité, qu'ils soient jeunes écologistes et aspirant au pouvoir, ou vieux routiers de la politique, tous sont des adorateurs du système. Ils trouvent tous logique que ce soient les travailleurs qui paient.

Eh bien non. Les travailleurs ne se laissent pas, une fois de plus, tromper par ces marionnettes. Si Lutte Ou-



vrière se présente à ces élections, c'est pour permettre aux travailleurs qui en ont assez des promesses, des sacrifices, et du pire que tous nous préparent, de le dire sans ambiguïté, en votant pour des candidats fidèles aux idées du mouvement ouvrier, intègres et combatifs. Car les luttes de demain se préparent dès maintenant.

#### AIDEZ-NOUS Souscription:

amis et sympathisants, font circuler en ce moment des listes de souscription pour nous aider dans la campagne.

Nous avons besoin de ce soutien. Même si la quasi-totalité de notre effort militant repose sur bénévolat, nous avons besoin 'd'argent, ne serait-ce que pour l'impression et l'achemi- côté chaleureux, mili-

Tous nos camarades, nement du matériel électant, populaire. toral.

> C'est dire que l'enjeu est de taille. Nous comptons sur chacun d'entre vous. Dans la famille, parmi les camarades de travail, les amis, les voisins de palier, nous avons toujours trouvé une sympathie et un soutien qui donnent à notre campagne son

Faire circuler les listes, discuter, convaincre, obtenir soutiens financier, politique ou militant, c'est déjà participer à la campagne électorale, c'est déjà faire passer des idées.

Peu de listes nous sont rentrées centralement, mais nous ne sommes qu'au tout début de l'effort militant. A ce jour, 156 personnes ont accepté de nous soutenir, à coup de petites sommes, qui sont autant de gestes de sympathie et d'encouragement et nous arrivons au modeste total de 22 700 F!

C'est un début, nous avons confiance pour la suite.

Pour nos amis lecteurs qui voudraient nous aider en envoyant leur participation directement au journal, nous précisons qu'il faut libeller le chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière et envoyer le tout à :

Lutte Ouvrière Boîte postale 233 **75865 PARIS CEDEX 18** (ou par virement à : **CCP Lutte Ouvrière** 31 175 86 W LA SOURCE).

## MEETINGS ARIETTE LAGUILLER

Un certain nombre de dates de réunions publiques sont d'ores et déjà programmées dans le cadre de notre campagne. Nous pouvons déjà annoncer les suivantes, avec la participation d'Arlette Laguiller:

- MERDREDI 3 MARS à ORLÉANS (Salle des fêtes de Saint-Jean-de-la-Ruelle).
- JEUDI 4 MARS à RENNES (Salle de la Cité).
- VENDREDI 5 MARS à NANCY (20 h 30, Palais des Congrès).
- JEUDI 11 MARS à PARIS (20 h 30, salle de la Mutualité).
- LUNDI 15 MARS à TOURS (Salle polyvalente des Halles, place Gaston-Pailhou).



### **OUVRIÈRE** DE MONTBÉLIARD

Samedi 6 et dimanche 7 mars Halle polyvalente de Montbéliard

MEETING avec ARLETTE LAGUILLER le 7 mars à 15 h

# "PARTAGER LE TRAVAIL" OU FAIRE PAYER LES CAPITALISTES?

servé" 40 emplois en instituant

une "contribution salariale de

solidarité" allant de 823 F par an

pour les petits salaires à

120 000 F pour le PDG, et à

Saint-Priest (Rhône), l'entrepri-

se de construction mécanique

Montabert qui a ramené les

horaires de 39 h à 34 h en bais-

sant proportionnellement les

salaires. Et il y a quelques autres

exemples de travailleurs accep-

tant - ou d'ailleurs refusant,

comme à Valmex, à Valen-

ciennes - ce genre de proposi-

une nouvelle façon de faire

accepter la "flexibilité" aux tra-

vailleurs! Et quand c'est avec l'accord des syndicats de

l'entreprise, c'est évidemment encore mieux. Mais pour l'ins-

tant, au niveau confédéral, la CGT et FO se déclarent résolument contre ce genre d'accord; au contraire de la CFDT, qui par-

le d'"évolutions indispen-

Le patronat a ainsi trouvé

tions patronales.

sables"

Dans le cadre de la campagne électorale, le Parti Socialiste et les Verts ont enfourché un nouveau cheval de bataille : le "partage du travail".

Le Premier ministre Bérégovoy est le dernier en date à s'être lancé, en déclarant à l'AFP le 15 février que "pour lutter contre le chômage, il faut avancer hardiment dans la voie du partage du travail" et "vers les 35 heures,(...) seule voie d'avenir". Fabius, quant à lui, vient de se mettre à défendre la "semaine de quatre jours" et les 32 heures, mais... pour l'horizon 2000. Quant à Martine Aubry, elle "regrette" de ne pas avoir planché plus tôt sur la question et propose plus modestement "l'objectif des 37 heures", mais pour 1996!

Les Verts ont une longueur d'avance sur ce sujet. D'après eux, la lutte contre le chômage passe par les 35 heures et par le développement du temps partiel. Génération Écologie, par la voix de Brice Lalonde, avait sensiblement dit la même chose.

#### PARTAGER LES SALAIRES... SANS TOUCHER LES **BENEFICES!**

Mais pour tous ces gens-là, sans exception, la diminution du temps de travail doit évidemment s'accompagner d'une diminution des salaires. Sauf, en général, pour les bas salaires. Mais où commencent les bas salaires selon eux? Pour les Verts, c'est à 1,8 fois le SMIC. soit environ 9 000 F bruts. Les autres restent dans le vague.

demander de partager entre eux la masse salariale. Parce qu'évidemment, il n'est pas question de faire payer les patrons, de prendre ne serait-ce qu'une part de leurs profits, de leur demander ne serait-ce qu'en partie de financer ce "partage du travail", à ceux qui sont responsables du chômage! Les 37 h, les 35 h, les 32 h, les discours sur la solidarité, sur le temps libre, etc. sont bien évidemment des discours électoraux. Mais derrière cela il y a une réalité : le fait que le patronat n'est pas contre, dans



Mais ils sont bien d'accord sur le les cas où cela l'arrange, une fond. Le 15 février, Alain Lipietz a déclaré pour les Verts sur Europe n° 1: "On ne peut pas avoir du beurre sur les deux côtés de la tartine". Martine Aubry, elle, a écrit qu'il ne faut pas demander au patronat de supporter "les coûts supplémentaires très importants" que supposerait une "compensation intégrale et générale des salaires".

Voilà ce que tous ces gens-là osent tous présenter comme une avancée sociale : la diminution des salaires! Ils ont l'audace de faire appel au sens de la solidarité des travailleurs pour leur

baisse du temps de travail, si elle est accompagnée d'une baisse des salaires.

#### **DE LA BAISSE DES** SALAIRES...

Ces derniers mois ont vu fleurir des "plans sociaux" qui proposent aux travailleurs de renoncer à une partie de leur salaire pour éviter des "licenciements secs". Ainsi chez Potain, le premier constructeur mondial de grues, le patron a échangé 128 licenciements contre une réduction d'horaires et de salaires ; les journaux ont cité aussi le CIC de

... AU TEMPS PARTIEL IMPOSE. D'autre part, une autre forme de "partage du travail" se développe: le travail à temps partiel. Alors que le nombre total d'emplois diminue, le nombre d'emplois à temps partiel est passé en dix ans de 2 millions à 2,8 millions. Dans la plupart des cas, il s'agit d'emplois à temp partiel imposés par les patrons, en particulier dans les services, les supermarchés et les entreprises de nettoyage par exemple. Ils permettent aux patrons de couvrir des plages horaires assez importantes et de faire effectuer des heures supplémentaires quand bon leur semble.

Le gouvernement vient de faire sur ce plan un beau cadeau



au patronat : il a porté à 50 %. début janvier, l'exonération de 30% des charges sociales prévue par une loi datant d'août 1992 pour les entreprises embauchant des "temps partiels".

Cela permettrait aux entreprises d'économiser en moyenne 10 % du coût de chaque emploi "à temps partiel". Pour les patrons, c'est une réduction du coût du travail. Pour les gouvernants, un travailleur à temps complet et un chômeur remplacés par deux emplois à temps partiel, cela veut dire une diminution du nombre de chômeurs enregistrés pour les statistiques!

Le patronat a déjà imposé un partage sauvage du travail et des

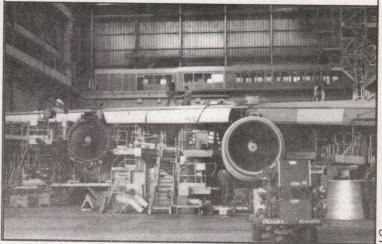
salaires entre ceux qui ont un emploi, à qui on impose de plus en plus des heures supplémentaires, un surcroît de la charge de travail, et ceux qui n'en ont pas. Ce partage se traduit très concrètement par des pertes importantes de salaires dans les foyers de travailleurs et plus généralement de salariés qui comptent un ou plusieurs chômeurs. On va peut-être aller maintenant vers un partage plus "réglementé" du travail et des salaires. Mais qu'on ne vienne pas nous dire que c'est dans l'intérêt des travailleurs et qu'il s'agit d'une "avancée sociale" ou de la lutte contre le chômage!

Sylvie FRIEDMAN

### AIR FRANCE, C'EST DU VOL ASSURÉ

Après avoir pris comme apprentis mécanos plus d'une centaine de jeunes en "formation en alternance", Air France, entreprise d'État dont le PDG est nommé par le gouvernement, veut les jeter à la porte à la fin de leur stage. Avant de s'en débarrasser, Air France aura pu profiter de l'exonération des charges sociales et des indemnités de 60 F de l'heure par jeune pour tout le temps de leur formation.

Bérégovoy et Martine Aubry avaient accusé les patrons de licencier trop facilement. Mais c'est le gouvernement qui donne l'exemple.



#### **Thomson**

# L'ACTIVITÉ PRÉDATRICE D'UN TRUST BIEN FRANÇAIS PILOTÉ PAR UN GOUVERNEMENT "SOCIALISTE"

Dans le monde sélect des trusts prédateurs qui jouent avec les emplois d'un pays à l'autre par milliers, tout comme le commun des mortels joue au monopoly, le groupe Thomson SA, tout français et nationalisé (encore à 75% pour l'instant) qu'il soit, tient largement la comparaison, et même audelà, avec les Hoover, Philips et autres Grundig dont les faits d'armes, aux dépens de travailleurs en France, ont suscité, à juste titre, tant de protestations ces dernières semaines.

effectifs globaux de Thomson SA sont passés à 99 000 l'an dernier. Cette baisse, de prime abord relativement modeste, masque en fait une profusion de licenciements, transferts, subdivisions, regroupements, ventes et acquisitions tellement complexes qu'au fil des années, toute comparaison devient impossible, tant ont été nombreux les déplacements de travailleurs d'une usine à l'autre, et surtout d'un groupe à l'autre, et tant les groupes industriels sont euxmêmes intimement enchevêtrés.

Ce qui est sûr en revanche, c'est qu'au final, comme pour tous les autres groupes dits de "haute technologie", les effectifs employés en France ont accusé une chute vertigineuse. Dans le cas de Thomson, ils ont été réduits de moitié entre 1981 et la fin 1992, de 88 000 à 44 000. Tandis que, dans le même temps, le nombre de travailleurs employés par Thomson à l'étranger a augmenté de 175%, passant de 20 000 à

Une partie de cette hausse est simplement due à des rachats ou à la constitution de filiales communes avec des firmes étrangères opérant dans la même branche, dans le but de récupérer soit la technologie soit la part de marché national qu'elles détiennent, et souvent les deux. C'est ainsi qu'en 1992, le secteur électronique "grandpublic" du groupe (TCE -Thomson Consumer Electronics) comptait douze

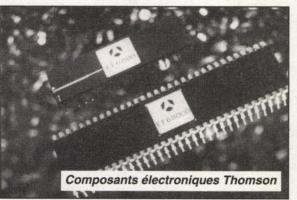
De 108 000 en 1981, les sites en Europe occidentale, six aux Etats-Unis et un au Canada. De même que le secteur armement (Thomson-CSF) s'est "payé" des filiales aux Etats-Unis (Wilcox), en Grande-

Bretagne (Link Miles), en Hollande (Sigmaal), aujourd'hui en Suisse avec le rachat de la division émetteur d'ABB, etc.

A chacune de ces acquisitions, Thomson en a profité pour se débarrasser d'une partie du personnel, souvent dans ses sites français mais souvent également dans les sites qu'il venait d'acquérir. Ainsi un an après son acquisition, 40% de l'effectif de la société hollandaise Sigmaal était licencié. A la même époque, une usine de composants était fermée à Newport en Grande-Bretagne, ainsi deux autres à Indianapolis et Colorado Springs aux États-Unis. Et aujourd'hui, en Grande-Bretagne les travailleurs de Link-Miles sont en train de faire l'expérience de ce qu'il en coûte d'être rachetés par Thomson.

Mais, en plus, depuis 1985, Thomson a eu une politique délibérée de transferts de production dans les pays pauvres, pour profiter sans nul complexe malgré la présence d'un "chevènementiste" comme Gomez à sa tête, d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. Parfois

par passage en sous-traitance ses propres centres de production. Ainsi TCE comptet-elle aujourd'hui onze sites de productions employant plus de 20 000 ouvriers dans



Vioujard/Gamma

mais souvent en établissant

les pays les plus pauvres d'Asie. Sans parler de ses usines au Mexique, Brésil et Argentine.

C'est cette politique qui a conduit par exemple à la fermeture des usines de Moulins, Saint-Pierre-Montlimart et Lyon, sans parler des baisses d'effectifs consécutives dans bien d'autres centres. Il ne faudrait pas croire, néanmoins, que les pays pauvres soient plus à l'abri du jeu de monopoly auquel se livre Thomson. Entre 1989 et 1992 par exemple, Thomson a fermé son usine de Chupei

à Taiwan pour en transférer la production à Singapour, tandis qu'une autre unité de Singapour était fermée et sa production envoyée en Thaïlande...

Il y a donc dans le monde entier des travailleurs qui payent pour cette frénésie, seulement motivée par le profit, le plus à courte vue qui soit. Quant à la "rationalité industrielle" dont se garganisent les chantres du capitalisme, bien malin qui en trouvera une parcelle dans tout cela.

François ROULEAU



Orlyval, c'est une sorte de métro automatique reliant l'aé- est en pleine déconfiture, entre l'affaire) va verser 250 millions roport d'Orly à une branche du RER conduisant à Paris. Le trajet ayant été mal concu, et le tarif bien trop cher, l'affaire n'a jamais marché, n'attirant que le tiers des voyageurs prévus. Elle vient d'être sauvée de la faillite... par les subventions de la Région Ile-de-France!

A l'origine, une société regroupant, entre autres, Matra, Air-Inter, la Lyonnaise des eaux, etc., fut constituée, avec 150 millions de capital. Comme il en fallait dix fois plus, on emprunta 1 550 millions aux banques. Chirac cita alors Orlyval comme un modèle de transport en commun réalisé et exploité par le secteur privé.

autres parce que les clients de l'avion utilisent de plus en plus le taxi ou leur voiture particulière pour se rendre à Orly, ou alors tout simplement le bus... car les tarifs d'Orlyval ne sont pas donnés.

Allait-on vers la faillite? Les banques allaient-elles faire leur deuil des capitaux engagés ? En cette période où l'on explique que même les services publics doivent être rentables, le 'canard boiteux" Orlyval allaitil être sacrifié?

Eh bien, pas du tout, la Région Ile-de-France vient de décider le versement de 10 millions par an, à Orlyval, durant 29 ans! En outre, dans l'immé-

Malheureusement le modèle diat, la RATP (qui reprendra aux banques, qui continueront donc à être payées.

> Les contribuables franciliens, de même que les usagers de la RATP, contribueront donc à maintenir Orlyval et à rembourser aux banques les avances de fonds, avec les intérêts. Car bien sûr il n'est pas question que les entreprises impliquées ne fassent pas leur profit.

L'argent englouti aurait certainement été mieux utilisé à résoudre les problèmes urgents du transport en Ile-de-France, concernant des millions d'usagers, mais personne ne semble avoir envie de soulever ce scan-

# La faillite du groupe DAF

# LE NETTOYAGE PAR LE VIDE ÇA RAPPORTE AUSSI

DAF, le constructeur automobile anglo-hollandais, a été déclaré en faillite au début février. Du jour au lendemain, 12 650 emplois ont été remis en cause dans les seules usines du groupe, sans compter des milliers d'autres chez les nombreuses entreprises sous-traitantes de DAF.

Aux dernières nouvelles, les 6 500 salariés du groupe, employés en Belgique et aux Pays-Bas, se seraient vu annoncer que, dans le meilleur des cas, la moitié d'entre eux seraient licenciés.

En Grande-Bretagne, le 11 février, 1 600 ouvriers sur les 5 500 des cinq usines DAF ont été licenciés et priés de déguerpir, avec pour seul remerciement la prime minimum légale d'une semaine de salaire par année de présence, plafonnée à 33 000 F. Et ce ne serait pas fini à en croire les syndics chargés de la liquidation. Il faudrait s'attendre à 2 500 licenciements dans les jours qui viennent. Les ouvriers de l'usine écossaise du groupe ont répondu immédiatement par la grève et des votes sont en cours dans les autres usines.

Ce sont les banques hollandaises et anglaises créancières du groupe qui, en refusant un prêt intérimaire à DAF, ont décidé sa mise en faillite. Depuis 1989, DAF avait accumulé des pertes de 2,8 milliards de francs et sa dette atteignait près de trois fois ce montant.

Mais pareil endettement n'a rien d'exceptionnel dans les grands groupes. Au contraire, les plus riches sont souvent aussi les plus endettés, parce qu'ils jouent rarement avec leurs propres fonds et parce que plus la masse de capital avec laquelle ils jouent est importante et plus cela leur rapporte. Les banques le savent bien et n'y voient rien à redire, d'autant moins qu'elles vivent, et fort bien, des intérêts que leur rapportent ces prêts. Et tant qu'elles ne voient pas de sources de profits plus alléchantes, elles se prêtent, d'ordinaire, à ce petit jeu de rééchelonnement des dettes des trusts, tout comme avec les pays du Tiers Monde, simplement sans recourir aux mêmes moyens de pression.

Les banquiers ont beau jeu d'invoquer la mévente des véhicules utilitaires et l'endettement de DAF pour tirer l'échelle. S'ils le font c'est aussi parce qu'ils ont un moyen plus expéditif de rentrer dans une partie de leurs fonds. C'est ainsi qu'à l'issue de négociations, commencées il y a sans doute longtemps, le gouvernement hollandais a proposé d'injecter près d'un milliard de francs sous la forme d'une participation de l'Etat dans une nouvelle société qui reprendrait une partie des activités continentales de DAF. Et sans doute la liquidation d'une partie des biens de l'ancien groupe, ses biens immobiliers en particulier, permettra-t-elle de rallonger la somme, pour le plus grand bénéfice des créanciers bien sûr.

L'affaire est d'autant plus sordide que les actionnaires et les banquiers du groupe ont déjà largement touché leur part de fonds publics lorsque le mot d'ordre était de développer le groupe tous azimuts pour en faire une société de stature internationale.

Ainsi le plus gros de la partie anglaise de DAF n'est autre que l'ancienne division Utilitaires de feu British Leyland, le groupe nationalisé Thatcher a démantelé à la fin des années Quatre-vingt. A l'époque, en 1987, les ouvriers s'étaient entendu dire que ce rachat assurerait leur avenir si, bien entendu, ils acceptaient la suppression d'un tiers des emplois, condition posée à la signature du contrat. Pour faire bonne mesure, le gouvernement britannique avait annulé toutes les dettes en suspens en même temps qu'il apportait de l'argent frais à DAF sous forme d'une prise de participation de 16% par British Leyland aujourd'hui aux mains du groupe privé British Aerospace qui racheta le gros de ce qui restait de British Leyland pour un montant symbolique.

Et cela sans compter les milliards de fonds publics absorbés par DAF, grand fournisseur en camions militaires des armées de Grande-Bretagne et du Benelux.

Si DAF s'est d'abord développé et a payé des dividendes à ses actionnaires et des intérêts à ses banquiers, malgré ses pertes, c'est donc en grande partie grâce aux fonds étatiques. Et c'est pour encaisser d'autres fonds étatiques que ces mêmes actionnaires et banquiers s'apprêtent aujourd'hui à démanteler le groupe après l'avoir mis en faillite.

Les seuls qui n'auront pas bénéficié de l'argent de l'Etat dans cette affaire sont les travailleurs du groupe : ni ceux qui ont perdu leur emploi en 1987 au nom du mirage d'un avenir plus sûr, ni ceux qui risquent de le perdre aujourd'hui parce que ce mirage n'était qu'une escroquerie.

F.R.

# AMX-Leclerc AMX-Leclerc vendus aux Emirats vendus aux Emirats Arabes Unis



# LES DIVIDENDES DE LA GUERRE DU GOLFE

Le temps est aux cocoricos. Les marchands de canons francais ont enfin réussi à rafler un marché à leurs concurrents américains et anglais dans le Golfe, en décrochant une commande de 436 chars AMX-Leclerc des Emirats Arabes Unis. Un succès un peu mitigé, certes, car les émirs, peut-être soucieux de ne point faire de jaloux, ont imposé que les moteurs soient allemands. Il reste que ce sont des industriels français - de Creusot-Loire à l'Electronique Serge Dassault en passant par la SAGEM et Sextant-Avionique en particulier - qui se partageront le gros des 22 milliards de francs que devrait rapporter le contrat.

Quand même, il fallait bien que le soutien et la participation française à la guerre du Golfe contre l'Irak comportent des petits dividendes pour les capitalistes français. Après tout, cela faisait partie des buts de l'opération: la défense des intérêts impérialistes dans le Golfe, y compris de ceux de l'impérialisme de seconde zone qu'est la France.

Cela n'empêche pas le président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, Auroux, de dire, avec le cynisme et l'indécence qui sied à un politicien prêt à justifier tout et n'importe quoi, que la fourniture de ces chars "devrait ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et de paix avec cette région du Moyen-Orient".

Pour ce qui est de la paix au Moyen-Orient, quoi qu'en dise Auroux, les Emirats Arabes Unis n'ont sûrement pas acheté un armement aussi coûteux pour servir de poulaillers de fortune ou pour pallier le manque de pelleteuses tout terrain sur leurs chantiers civils...

En revanche, pour ce qui est des perspectives de coopération, Auroux a dit vrai. Selon Le Monde, l'Etat français se serait engagé à fournir en contrepartie de cette commande, son aide technologique et industrielle, à hauteur de 60% de la valeur du contrat, pour mener à bien de nouveaux projets dans les Emirats Arabes Unis, en particulier dans le domaine militaire. Grâce aux subsides de l'Etat et au nom de la coopération, à défaut de perspectives de paix qui ne sont pas leur principal souci, le patronat et en particulier les marchands de canons français ont peut-être encore de beaux contrats en perspective.

# Leur société

# Bérégovoy et les petits cadeaux

# CIRCULEZ, Y'A RIEN A VOIR...

Le juge d'instruction Jean-Pierre vient d'apprendre, du ministère de la Justice, qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre ses investigations dans l'affaire du prêt d'un million accordé à Bérégovoy en 1986, alors qu'il était ministre des Finances, par un affairiste proche du pouvoir.

L'affaire a été découverte lors d'une enquête sur une entreprise soupçonnée d'avoir versé des pots-de-vin. Cela, à soi seul, justifierait des éclaircissements, même si un prêt de cent millions de centimes fait figure de broutille au regard des sommes "traitées" par certains personnages liés à cette affaire.

En effet, Pelat, le prêteur, dont on a cité le nom à l'occasion d'autres scandales politico-financiers, avait été inculpé en 1989 (depuis, il est décédé) pour un trafic boursier à grande échelle dans l'affaire Péchiney qu'auraient favorisé des proches de Bérégovoy (dont son bras droit d'alors au ministère des Finances).

Évidemment, il faut avoir un esprit vraiment tordu pour mettre cela en parallèle avec le fait que le bénéficiaire du prêt certes modeste, mais sans intérêt, et sur le remboursement duquel bien des points obscurs semblent subsister- était alors ministre des Finances et se trouve actuellement chef d'un gouvernement dont dépend le ministère qui vient d'ordonner l'arrêt des poursuites.

C'est pourtant bien dommage! Après tout, une enquête aurait peut-être pu dissiper toute ambiguité sur les conditions de ce prêt : il aurait suffi de démontrer que Pelat et Bérégovoy étaient tout simplement de vrais amis. Une explication qui aurait pu, somme toute, convaincre bien des sceptiques. Car enfin, les faits sont là et personne ne peut mettre en doute la profondeur de l'amitié témoignée au patronat en général et à nombre de capitalistes en particulier, par les membres des gouvernements Mitterrand depuis 1981.

# CHIRAC-PACHA

Parmi la longue liste des scandales qui défrayent la chronique, on a remarqué le joyeux réveillon de Chirac et de madame, au sultanat d'Oman. Il y en a eu pour 112 000 francs de note d'hôtel, réglés par Chirac, et surtout 500 000 francs d'aller et retour dans un jet privé, réglés par un ami inconnu, que Chirac a refusé de nommer.

S'il y a des sans-logis qui couchent dehors à Paris, par contre il y a quelques parisiens qui se logent à l'aise en Oman.

## Dans le monde

# **FINIES** LES PROMESSES ÉLECTORALES,

# **CLINTON ANNONCE** LA COULEUR

Clinton l'a donc annoncé officiellement : il ne tiendra pas ses promesses électorales. Comme il l'a déclaré aux téléspectateurs américains le 15 février, il aurait "tout essayé" pour réduire le déficit budgétaire américain mais il se serait vite rendu compte qu'il lui faudrait choisir entre cet objectif et ses autres promesses électorales, en particulier celle de ne pas augmenter les impôts. Et Clinton a fait son choix.

En quoi consistent les réformes économiques "radicales" annoncées par Clinton, on ne le saura réellement que le 18 février, après son discours à la Chambre des représentants. Pour l'instant, Clinton s'est contenté de préparer les esprits en annonçant la couleur : augmentation d'impôts pour les revenus supérieurs à 30 000 dollars par an (soit actuellement quelque14 000 F par mois), la création d'un impôt sur les carburants et le déblocage de 100

milliards de francs destinés en particulier à de grands travaux routiers. Sans compter un programme de vaccination pour les enfants pour, entre autres, permettre à madame la présidente, qui en prendra la tête, de contribuer à l'image de marque de monsieur. Pour le reste, on parle d'une série de coupes budgétaires et de divers changements (en mieux, dit-on) dans la couverture sociale des plus pauvres, mais pour l'instant, ce ne sont que des rumeurs.

Ces mesures en faveur des couches les plus pauvres, si elles se confirment, ne les protégeront pas pour autant contre l'avidité des capitalistes — le principal responsable de l'appauvrissement des dizaines de millions d'américains dans la crise. Au contraire, bien sûr, le but de Clinton reste d'abord et avant tout de satisfaire cette avidité.

Plan d'austérité donc ?

Peut-être pas encore. Plutôt à première vue une tentative de susciter une relance du marché intérieur, celui de l'emploi comme celui des biens de production, en se servant des ressources fiscales de l'Etat pour injecter de l'argent dans l'éco-

Que cela puisse changer quoi que ce soit, et en particulier permettre de réduire le déficit de l'Etat, c'est évidemment une autre histoire. Mais comme Clinton l'a dit par avance, ce ne sont en tout cas pas ses promesse électorales qui l'empêcheront de se lancer dans une véritable politique d'austérité s'il le juge utile.

Comme quoi Clinton peut encore se payer le luxe de trahir ses promesses électorales puisqu'il en a fait quelques-unes. Les politiciens français, eux, sont pour une fois en avance sur l'Amérique, ils n'en font même plus!

F.R.

### LE ROI DAVID "EN" ÉTAIT-IL?

Un gros problème "d'archéologie" sexuelle a provoqué l'émoi des partis religieux en Israël. Le roi David de la Bible, a-t-il eu, avant d'accéder au trône, des relations homosexuelles avec Jonathan, le fils du roi précé-

Plusieurs passages de la Bible sont pourtant assez peu équivoques à ce sujet. Citonsles ici pour ceux de nos lecteurs qui ne seraient pas familiers de cet ouvrage : "L'être de Jonathan se lie à l'être de David, Jonathan l'aime comme son être" (Samuel I-18) et encore ces propos de David : "Mon frère Jonathan, si exquis pour moi! Ton amour m'était merveilleux plus qu'amour de femme!" (Samuel II-1). Certes, il pouvait s'agir d'une amitié profonde et chaste, mais enfin les doutes sont permis... Ce qui n'a pas empêché David et Jonathan d'être de vaillants chefs de guerre, d'après la Bible (car ce débat a lieu, comme aux Etats-Unis, à propos du problème des homosexuels dans l'armée).

L'affaire a éclaté du fait des déclarations de Yaël Dayan, la fille du général célèbre, militante pacifiste devenue député travailliste (le

parti du Premier ministre Rabin). Yaël Dayan a déjà provoqué quelques scandales, notamment en rencontrant il y a quelque temps Yasser Arafat, et en allant jusqu'à l'embrasser, et c'est elle qui a rappelé, à l'appui du débat, les mœurs supposées du roi David.

Ce rappel de mœurs qui n'étaient d'ailleurs pas extraordinaires en Méditerranée orientale, chez les Grecs de l'époque classique notamment, ainsi que chez les riverains de la mer Morte, à Sodome et Gomorrhe en particulier, a en tout cas suffi à faire hurler les religieux à la "provocation blasphématoire". Et un parti religieux pouvant prendre prétexte de l'affaire pour quitter la coalition au pouvoir, Rabin s'est déclaré "excédé" des propos de Yaël Dayan "portant atteinte à la stabilité du gouvernement". Voilà qui tend à démontrer la profondeur de la tartuferie de gens qui, malheureusement, siègent et légifèrent dans un gouvernement. Verra-t-on le roi David, trois mille ans après sa liaison avec Jonathan, ébranler le fondement du régime israélien?

André Victor



Le pays est exsangue : la gourde, monnaie nationale alignée théoriquement sur le dollar US dont elle représente un cinquième de la valeur, accuse une décote de plus de 130%. Les militaires et ceux qui les commanditent ont pressuré le pays. Il y a une véritable course au pillage. Les caisses des entreprises ont été vidées, celle de l'État de même. C'est à qui faisait son argent le plus vite possible à la tête d'une entreprise car il pouvait être débarqué à tout moment.

#### DERRIÈRE L'EMBARGO: LA CONTREBANDE ET LE MARCHÉ NOIR

Cet embargo, décrété par les pays de l'Organisation des États Américains (OEA) avec l'aval des Etats-Unis, de la France et des pays de la CEE, a été mis en place en octobre 1991 dans le but de faire plier les militaires en leur coupant les prêts et les aides économiques. A partir de décembre 1991, il était interdit d'importer des États-Unis vers Haïti des produits manufacturés et d'exporter vers les Etats-Unis des produits industriels faits en Haïti. Les produits de première nécessité n'étaient pas soumis à l'embargo, ni les aides humanitaires en matériel ou en argent. Les avoirs des particuliers

proches des putschistes étaient gelés dans les banques américaines. Voilà l'arsenal qui était mis en place pour couper les fonds aux putschistes. Quelle en a été l'application?

Très molle!

Alors que les États-Unis mobilisent actuellement douze vedettes garde-côtes, cinq navires et cinq avions pour refouler les boat-people, c'est-àdire les pauvres qui tentent de fuir, il n'y a rien eu de semblable dans les mois qui suivirent le putsch pour empêcher les marchandises d'entrer et de sortir et toutes sortes de trafics de se dérouler.

Les putschistes et leurs associés ont trouvé d'autant plus facilement des parades et des moyens de contourner un embargo purement symbolique, que Saint-Domingue n'avait signé que sous la pression de l'OEA dont elle fait partie et n'a jamais fermé la frontière avec Haïti. Pour ce qui est de l'approvisionnement en pétrole, le Venezuela, naguère important fournisseur, a en effet cessé de livrer en Haïti. Les patrons de la distribution de produits pétroliers sont allés chercher du pétrole sur le marché de Rotterdam, au Zaïre, et ont même trouvé un pétrolier français qui a amené sa cargaison à Port-au-Prince. Ainsi de suite pour tous les produits soumis à l'embargo, que ce soit les produits de luxe, les véhicules ou les produits industriels.

La contrebande a pris tout naturellement la succession du commerce dit "normal". La transition s'est faite d'autant plus facilement que cela fait longtemps que la contrebande est contrôlée par un certain nombre de hauts gradés de l'armée – des commandants de région notamment – et par des dignitaires macoutes liés aux

militaires. Même des produits fabriqués sur place augmentaient sous prétexte d'embargo. La pénurie d'électricité, d'eau, toujours présente est devenue plus dure. Le prix du charbon a grimpé. Ce sont les pauvres, les "jobeurs", les ouvriers qui en ressentent principalement les effets.

L'embargo a, en revanche, affecté le secteur de la sous-traitance et les entreprises produisant pour le marché américain. Les patrons de ces entreprises, regroupés dans les parcs industriels de Port-au-Prince, ont arrêté leur production, fermé leurs entreprises, voire déménagé leurs machines à Saint-Domingue. L'embargo leur a donné le prétexte de licencier tous leurs ouvriers sans la moindre indemnité – pour autant qu'ils avaient besoin de prétextes.

Pour ce qui est des licenciements, les principales entreprises d'Haïti leur ont emboîté le pas, y compris celles qui n'étaient pas directement affectées par l'embargo. C'est que dans un contexte d'emballement des prix, dont on rejette la responsabilité sur l'embargo, il devient plus intéressant de spéculer que de produire.

La population a plus ressenti cela en ville où les entreprises étaient fermées et les ressources plus difficiles. La population des quartiers, dans un premier temps, avait fui vers la province, mais la campagne ne pouvait plus supporter ce surplus de bouches à nourrir, et dans certaines zones, comme le nordouest ou le plateau central, il y a eu des débuts de famine.

Il y a eu un retour progressif vers la ville en mai-juin 1992. En ville les gens se sont débrouillés comme ils pouvaient, très rarement avec un petit job, en vendant quelques bricoles, mais tout le monde vend les mêmes choses (des linges usagés, de la nourriture,

# PENDANT LES N LA RÉPRI CONTI

Un des premiers gestes de la nouvelle admin promesses électorales de Clinton : celle d'accu réfugiés d'Haïti. Effaré par la perspective de vo d'Haïtiens, fuyant devant la répression et plus e soumis Haïti à un véritable blocus naval, afin d'en une île transformée en camp de concentration. En Clinton a relancé les négociations déjà en cours se de convaincre les militaires putschistes – qui, rappersonnes dans les jours suivant le coup d'État – parlementaire. Les États-Unis haussent même le président élu par une majorité écrasante, puis éca dans le pays, est une des conditions du retour à un

Nous publions ci-après un témoignage sur la si des négociations sur cette question.

des livres en période scolaire, des guirlandes pour les fêtes, des masques de carnaval, etc.).

La mendicité, plutôt rare auparavant, malgré la pauvreté de toujours, se généralise. Beaucoup choisissent la fuite du pays et tentent leur chance en utilisant toutes sortes d'embarcations de fortune pour partir vers les États-Unis (près de 350 000 comptabilisés par les Américains pour la période).

#### RÉPRESSION POLITIQUE

Dans les mois qui ont suivi le coup d'État, il y a eu quelques tentatives de manifestations dans les quartiers pauvres comme Cité Soleil: chez les travailleurs qui, malgré les fermetures d'usines, ont réclamé leur dû, chez les jeunes qui ont manifesté dans les lycées.

La répression a été ouverte contre tous ceux qui pouvaient servir de point d'ancrage à une résistance quelconque. Militants politiques, syndicaux, de quartier, les curés, ceux qui relevaient la tête.

Les bandes armées ont continué la sale besogne, recommencé les tueries. Sous couvert de banditisme, c'est la répression politique. Dans les quartiers pauvres, il y a eu une répression systématisée en plus d'une surveillance qui se veut constante. Des mouchards ont réapparu (les "attachés"). Les descentes policières et militaires sont fréquentes. Cela se termine souvent par des morts.

Ces mêmes quartiers de Cité Soleil, Delmas, Carrefour, Carrefour Feuilles subissent un



# **EGOCIATIONS** ESSION NUE...

istration américaine a été de renier une des eillir de façon plus libérale les boat-people ir débarquer plusieurs centaines de milliers ncore devant la misère, Clinton a finalement pêcher les embarcations de fortune de quitter contrepartie, si l'on peut dire, l'administration us l'égide d'organisations internationales, afin pelons-le, ont massacré plusieurs milliers de de bien vouloir accepter le retour à un régime ton pour affirmer que le retour d'Aristide, le té par les militaires, dans ses fonctions sinon régime "démocratique".

tuation dans le pays, pendant que s'engagent

ouvre-feu de fait avec le 'black-out" chaque soir. Les issassins, appelés "zenglendos", profitent de ces périodes pour aire leurs coups. De plus en olus ouvertement, souvent après voir "repéré" le quartier, ils eviennent de nuit, en tirant, pour obliger les gens à se calfeurer. Puis ils attaquent des maions, tuant, violant, pillant.

Dans les provinces, dans les campagnes, les chefs de sections urales envoient leurs hommes le main qui, avec les militaires militants. Certains hebdomadaires oppositionnels sont tolérés : les putschistes se désintéressent dans une certaine mesure de la presse écrite, dans ce pays qui compte plus de 80% d'analphabètes. Mais les radios, principaux moyens d'information et d'expression dont le ton avait été très libre après la chute de Duvalier, sont de nouveau bâillonnées. Ce n'est qu'au début de 1992 que certaines radios ont fait de nouveau des bulletins d'information. La télé-Sandra Reux/ Gamma



les petits postes, rançonnent les paysans, les expulsent des terres et tuent. Dans les villes de proince comme à Gonaïves, au Cap, à Hinche, aux Cayes, à érémie les militaires font des lescentes dans les quartiers à la echerche de militants ou de critiquent. eux qui Emprisonnements, bastonnades, lisparitions, assassinats sont la

Les écoles sont surveillées. Sous couvert de poursuivre leurs tudes, des militaires s'inscrient pour suivre les cours et font le la surveillance, recherchent et lénoncent les jeunes actifs et

vision nationale, quant à elle, affiche une propagande anti-Aristide et vante les bienfaits de l'armée d'Haïti à toutes les occasions.

#### LE JEU DES **POLITICIENS**

Les sénateurs ou députés qui avaient été élus dans la période aristidienne ont viré casaque plus ou moins vite et sont devenus des marionnettes qui don-



nent un vernis légal aux décisions des militaires. Ils s'agitent au Parlement ou au Sénat, mais ce sont les militaires qui déci-

La politique du milieu aristidien (les "lavalassiens") a été de lanterner la population dès après le coup d'État.

Dans la période allant jusqu'à février 1992, des feuilles

clandestines furent publiées par les lavalassiens. L'axe politique de leur intervention a été de laisser les mains libres à Aristide, pour qu'il agisse de l'extérieur. Puis, les feuilles lavalassiennes devinrent plus rares. Elles appelaient à faire confiance aux organisations internationales, OEA, puis ONU, et à espérer dans l'efficacité de l'embargo.

Pour obtenir ces soutiens internationaux, Aristide a fait de plus en plus de concessions. Il a absous l'armée, amnistié les auteurs du coup d'État. Pendant quelque temps, seul Cédras, le chef d'état-major qu'il avait luimême nommé, n'avait pas trouvé grâce à ses yeux. Mais maintenant, il a mis de l'eau dans son vin même sur Cédras.

Lors des élections présidentielles, Aristide a appelé les citoyens américains d'origine haïtienne à voter Clinton "lavalassement" en prétendant que celui-ci changerait la politique vis-à-vis d'Haïti. Les militants lavalassiens en Haïti-même développaient cette argumentation, propageant toutes sortes d'espoirs fallacieux à l'égard du président démocrate nouvellement promu. On sait ce qu'il en advient.

Autant dire que si nombreux sont les pauvres qui espèrent que les négociations relancées par l'administration Clinton aboutissent à une solution impliquant le retour d'Aristide, cet espoir est fortement teinté de résignation...



Le procès de Moussa Traoré



# L'ANCIEN DICTATEUR CONDAMNÉ...

## MAIS PAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS!

condamné à mort à l'issue d'un procès à grand spectacle. Trois de ses proches, l'ex-ministre de la Défense, l'ex-chef d'étatmajor et le ministre de l'Intérieur à l'époque des événements, impliqués avec Traoré dans la sanglante répression des émeutes de Bamako de mars 1991, ont été condamnés à la même peine.

Le fait qu'un dictateur renversé soit condamné – à la peine capitale de surcroît - est assez rare pour qu'il retienne l'attention. Car bien souvent, s'ils ne sont pas tués lors du coup d'Etat qui les renverse, ils se retroul'image d'Amin Dada, Syad Barre, en passant par Menguistu et Hissène Habré.

Rien ne dit d'ailleurs que la sentence sera exécutée et non commuée en détention à perpétuité. Il semble que dans l'immédiat le gouvernement malien veuille à nouveau traduire Traoré en justice pour l'ensemble de ses détournesoit, personne ne verserait de larmes si Moussa Traoré et ses complices payaient pour leurs

Quant au gouvernement français, qui pendant toutes ces

Moussa Traoré, qui exerça vent à couler des jours heureux années a couvert leurs exactions sa dictature sur le Mali durant en France, au Moyen-Orient ou - rappelons qu'il a fallu vingt-trois ans, vient d'être dans d'autres pays d'Afrique, à attendre plusieurs semaines après le début de la révolte de la population malienne pour que les autorités françaises consentent à lâcher Traoré -, il a bonne mine de faire semblant de découvrir la réalité de ce régi-

> Il est vrai que, du Togo au Mali, en passant par le Zaïre ou le Centrafrique, les représenments de fonds. Quoi qu'il en atants de l'impérialisme français s'accommodent parfaitement de toutes les dictatures, pourvu qu'elles lui permettent de perpétuer son exploitation des populations pauvres d'Afrique.

# Italie

# LA CHUTE DE CRAXI ET DU "SYSTÈME DES PARTIS"?



Atteint par la marée des scandales en tout genre, des enquêtes judiciaires et des révélations, le monde politicien italien a bien du mal à surnager. Jeudi 11 février, c'est le secrétaire général du PSI Bettino Craxi qui, après avoir pendant plusieurs mois tenté de résister, a jeté l'éponge et remis sa démission. Il avait été précédé de peu par Claudio Martelli, son second et depuis peu principal rival, atteint lui aussi par les remous des scandales.

#### L'enquête "Mani pulite"

Le Parti Socialiste Italien est depuis des années avec la Démocratie-Chrétienne la principale composante des gouvernements italiens et continue d'ailleurs aujourd'hui d'exercer la présidence du Conseil par le biais d'un des ses dirigeants, Giuliano Amato. Il s'est trouvé en première ligne depuis que le juge milanais Di Pietro a déclenché l'enquête dite "mani pulite" ("mains propres") sur les financements des partis politiques par le biais des "tangentes" (autrement dit les pots-de-vin) versées par les entreprises bénéficiaires des contrats publics. La municipalité de Milan, un des fiefs du PS et de Craxi en particulier, s'est trouvée au centre de l'enquête et Craxi n'a pas pu prétendre bien longtemps qu'il n'était pas au courant de ces sommes

considérables versées à son parti.

Il est vrai que l'enquête a maintenant déclenché une sorte de réaction en chaîne, touchant les unes après les autres les municipalités de la plupart des grandes villes et démontrant que ce mode de financement des partis et des hommes politiques n'est évidemment pas l'exception, mais la règle. La presse italienne ne parle plus des "tangentes", mais de la "tangentopole". Et pour ce qui est de la corruption, même si le Parti Socialiste avait acquis sous la direction de Craxi la réputation méritée d'être un parti d'affairistes sans retenue, il reste sans doute encore loin derrière ce recordman toutes catégories qu'a été et est sans doute toujours la Démocratie-Chrétienne. Mais celle-ci n'est pas en reste puisqu'elle est

justement plongée, au même moment, dans une crise analogue, suite à sa propre implication dans la "tangentopole", mais surtout aux révélations concernant ses liens étroits avec la Mafia...

Le juge Di Pietro, un moment salué par la presse comme l'homme qui allait sauver l'Italie de la corruption de ses hommes politiques, semble maintenant lui-même dépassé par les événements. "Je n'en vois plus la fin", a-t-il déclaré à propos de sa propre enquête, "il faut trouver une façon d'en sortir, et c'est aux politiques de le faire". Et si cela tend à prouver que le Di Pietro n'a peut-être pas autant de courage politique qu'on lui en a prêté, le fait est que l'enquête "mani pulite" n'est qu'un élément d'une crise politique d'une tout autre dimension.

#### Les campagnes pour la "Deuxième République"...

La corruption des politiciens n'est certes ni chose nouvelle, ni une particularité italienne. Ces révélations en cascade ne sont pas vraiment des surprises. Mais elles viennent s'insérer dans un contexte politique qui est celui des campagnes engagées de divers côtés pour la fin du "système des partis" et l'instauration de ce qu'on appelle déjà la "Deuxième République" italienne : une république où, par exemple, le parlement ne serait plus élu suivant le système proportionnel, rendu responsable de l'instabilité politique, mais suivant un système majoritaire où le pouvoir du parlement lui-même serait réduit au profit de celui du président.

La "Deuxième République" en question serait ainsi plus facile à gérer pour les groupes dominants de la bourgeoisie italienne, qui voudraient bien pouvoir imposer leurs choix et leurs décisions plus vite, et être moins dépendants des tergiversations de politiciens jugés encore trop sensibles aux variations de l'opinion ou tout simplement trop attentifs à leurs intérêts personnels et pas encore assez à ceux du grand patronat, qui n'est pourtant pas le dernier servi!

L'enquête "mani pulite" vient donc à point nommé pour faire passer dans l'opinion l'idée que le "système des partis" ne comporte que corruption, mafieux...

pagaille et gabegie. Elle vient s'ajouter -et l'on en passe- aux campagnes du précédent président de la République Cossiga, à l'initiative référendaire lancée par un certain Mario Segni en faveur d'une modification du système électoral, aux campagnes périodiques du grand patronat pour s'ériger en représentant de "l'Italie qui travaille" face à celle des politiciens corrompus, et enfin à l'émergence de la "Ligue du Nord" d'Umberto Bossi qui a construit ses succès électoraux en se faisant la championne de la démagogie sur l'Italie des petits bourgeois honnêtes opposée à celle des corrompus, des paresseux et des

#### ... qui n'aura pas "les mains" plus "propres"

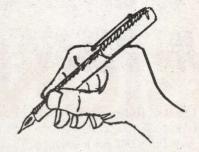
évidemment eu leur succès, d'autant plus facilement que le système politique en question mérite évidemment tous ces qualificatifs et bien d'autres ; mais à ceci près que le système politique que le grand patronat voudrait bien instaurer ne vaudrait évidemment pas mieux. La Cinquième République française entre autres, qui a succédé elle aussi en 1958 à une Quatrième République accusée de tous les maux, est là pour le démontrer.

massacre politique qui, après d'autres, vient d'atteindre Craxi et un Parti Socialiste Italien qui a fourni pendant des années une grande partie du personnel gouvernemental -et continuera d'ailleurs sans doute de le faire. Chacun des partis impliqués cherche, à sa façon, comment en sortir aux moindres frais. La dernière nouveauté de ce point de vue est l'alliance nouée dans des municipalités du Nord entre le PDS d'Occhetto (c'est-à-dire la Il est encore trop tôt pour savoir ce qui fraction de l'ancien Parti Communiste qui

Toutes ces campagnes ont sortira exactement de l'actuel jeu de a choisi d'abandonner cette étiquette) et la Ligue du Nord de Bossi, qui préfigure peut-être ce qui pourrait être une sorte d'union nationale pour faire passer les modifications institutionnelles. Mais une chose est certaine : la "Deuxième République" italienne, si elle finit par voir le jour, ne sera pas plus "propre", ni moins corrompue. Elle sera seulement un peu plus encore, un peu plus efficacement encore, entre les mains du grand patronat. Ce qui n'est pas peu dire.

**André FRYS** 

#### Dans notre courrier



#### EXCLUS, DONC PAS "REPRÉSENTATIFS"?

Instituteur dans le 92, je vous envoie quelques informations sur la manifestation de l'Éducation nationale du dimanche 7 février et sur les difficultés rencontrées par les "exclus" de la FEN.

Manifester un dimanche aprèsmidi, à plus de 10 000, voilà quelque chose de nouveau, en ces temps de morosité... D'autant plus que, parmi les syndicats appelant à cette manifestation, il y avait le syndicat des instituteurs et professeurs d'école et de collège qui a la particularité de... ne pas être un syndicat représentatif selon les dires du ministre de l'Éducation nationale et consorts. Rappelons que la FEN a exclu un certain nombre de ses syndicats pour nonrespect des règles qu'elle avait décidées toute seule...

Le même dimanche, à l'émission Sept sur Sept, Jack Lang n'a pas voulu commenter la manifestation du dimanche après-midi. Bizarre... car aussi bien sur les revendications de conditions de travail (nombre d'enfants dans les classes, non-titularisation des personnels, personnels non remplacés), que sur les salaires, les personnels dans la rue en avaient gros sur l'estomac. Il est tout de même stupéfiant de constater que le nombre croissant de postes (enseignants ou pas) non pourvus augmente comme dans les autres administrations, P et T par exemple, ce qui fait que l'EN devient une vaste entreprise avec du personnel vacataire pointant à l'ANPE, comme dans le privé. Chez les instituteurs, il y a environ 2 000 suppléants. ·

Et de constater aussi que du fric pour l'école privée, Lang en a donné sans même une prière.

Voilà pour la manifestation, qui est apparue comme un pied de nez à Lang, qui traîne des pieds pour reconnaître le SNI "maintenu". A vrai dire, cela n'est pas étonnant, sa sympathie va tout naturellement au syndicat qu'il a contribué à créer, qu'il soutient : le syndicat enseignant (SE) ou comme l'appellent un certain nombre d'instituteurs le syndicat d'État. (...)

J.S.

### Dans les entreprises

#### **Renault-Flins**

# Élections du Comité d'entreprise

# UN DÉSAVEU DE LA COLLABORATION CFDT-DIRECTION

Les 9 et 10 février, les élections au Comité d'entreprise de Renault-Flins ont été marquées par la chute des voix de la CFDT.

Comme à chaque élection de CE à Flins, un flot de démagogie a été déversé sur l'usine la semaine précédente; mais ce qui a marqué le plus la période électorale, c'est la récente exclusion de 16 délégués de la CFDT.

Ceux-ci se sont opposés à la collaboration ouverte CFDT-direction sur la mise en place des nouveaux horaires de travail dans le cadre du démarrage de la troisième équipe en mars. Depuis leur exclusion, les militants en question — dont des camarades de Lutte Ouvrière — continuent à intervenir sur l'usine et dans les ateliers, et une

bonne partie des 8 300 travailleurs de l'usine commencent à savoir ce qui se passe à la CFDT.

Cela s'est traduit dans cette élection par une baisse de 5,2 % de la CFDT sur l'ensemble de l'usine, qui se reporte pour 3,43 % sur la CGT et 1,77 % sur FO, CFTC et CGC. Mais dans les ateliers où les exclus sont le plus connus, la différence est bien plus nette: la CFDT perd 21 % aux Presses, 15 % sur les chaînes de Tôlerie, 11 % en Peinture et 13 % en équipe de nuit. C'est la CGT qui en est bénéficiaire presque partout, bien que de nombreux travailleurs, qui ont en mémoire la quasifaillite financière du CE quand la CGT était à la gestion, n'aient pas voulu voter CGT pour le

CE. En effet, le Comité d'entreprise est géré depuis bientôt huit ans par une coalition constituée de la CGC, FO et la CFDT, avec un secrétaire CFDT. Pendant cette période, les gestionnaires ont eu à rembourser les 40 millions de francs de dettes accumulés par le gestionnaire précédent, la CGT.

Le résultat dans un certain nombre de secteurs est en tout cas très différent du résultat général, où ce sont les autres partenaires de la coalition qui profitent le plus de la baisse de la CFDT.

LES

Malgré la perte de 5 % dans le 1er collège, la CFDT conserve ses deux sièges et la surprise est venue, le deuxiè-

me jour de vote, des résultats du 2° collège (2 000 inscrits); la CFDT perd encore plus que dans le collège ouvrier et elle perd son élu, secrétaire du CE.

L'exclusion du syndicat du seul délégué du personnel CFDT 2° collège a été très mal acceptée dans les milieux techniciens et professionnels d'entretien.

Le lendemain, surtout dans les secteurs où les travailleurs avaient voulu sanctionner la CFDT, quand il a été su que la CFDT perdait le secrétariat du CE, beaucoup avaient le sourire, considérant qu'elle avait reçu une sanction méritée...

Correspondant LO

#### en tout cas très différent LES RÉSULTATS SUR L'ENSEMBLE DE L'USINE

	Inscrits	Exprimés	CGT	CFDT	FO-CFTC	CGC
1991	9 749	7 052	3 045	1 692	1 596	719
1993	8 291	6 413	2 862	1 205	1 671	675
%			44,6 %	18,8 %	26 %	10,5 %
			+1,4	- 5,2	+ 3,4	+0,3

# CITROËN LICENCIE... ET EMBAUCHE DES INTÉRIMAIRES!

La direction de Citroën ne s'embarrasse pas de précautions et n'a apparemment pas l'air gênée lorsqu'elle annonce son nouveau plan de licenciements, en même temps qu'elle avoue franchement on pourrait dire cyniquement - qu'elle va faire appel à 700 nouveaux intérimaires dans son usine de Rennes, et qu'elle allonge le temps de travail de 21 minutes par équipe, pour sortir son nouveau modèle la "Xantia".

Bien sûr la direction de Citroën dit que les 428 salariés concernés par les suppressions d'emplois à Rennes (sur les 1 629 pour l'ensemble du groupe) sont pour la plupart des agents de maîtrise, des techniciens et des cadres, alors qu'elle a besoin d'ouvriers de production. Mais le précédent plan social de septembre 1991, qui prévoyait 1 800 suppressions d'emplois, touchait, lui, des emplois d'ouvriers. Et à Rennes, il n'avait pas encore été complètement appliqué. On promet maintenant aux 800 ouvriers qui auraient

dû partir dans le cadre du plan précédent, mais qui sont encore à l'effectif, de pouvoir travailler sur la chaîne de la "Xantia"... jusqu'à l'été. Et comme ils ne suffisent pas, les agences d'intérim se sont mises en chasse pour trouver 700 nouveaux intérimaires à payer au SMIC.

Citroën dépend du groupe PSA, et celui-ci est dans le peloton de tête pour les profits ces dernières années, et pour l'augmentation de la productivité. Il ne s'agit pas d'une entreprise en difficulté, il s'agit d'un patron qui alimente systématiquement le chômage et fait tout pour en tirer le parti maximum en faisant baisser les salaires et en rendant sa main-d'œuvre plus "flexible". Citroën veut des jeunes, plus productifs, plus formés et surtout, moins payés.

Cette politique, c'est à des variantes près, celle de l'ensemble du patronat. Et il serait grand temps qu'elle se heurte à une riposte de l'ensemble des travailleurs.

Louis GUILBERT

# Après le Comité central d'entreprise, où les licenciements ont été annoncés. Représentants syndicaux avec le directeur des Ressources humaines (à gauche)

### SGS-Thomson (Grenoble)

# LE PATRON VOUDRAIT NOUS MENER EN BROUETTE!

La direction de SGS-Thomson, entreprise qui fabrique des circuits intégrés, circuits électroniques qui entrent dans la composition des appareils électro-ménagers, dans les télécommunications, l'industrie, etc., se croit aussi à la pointe du progrès dans le domaine social.

Elle nous abreuve donc depuis quelque temps de formules sibyllines telles que TQM (Total Quality Management), de messages diffusés sur les consoles informatiques que la plupart d'entre nous utilisent, de brochures vantant le mythique management à la japonaise, avec mascotte joviale appuyant les propos, de superbes panneaux d'affichage en aluminium protégés par des vitres en plexiglas et de dessins "humoristiques". Jusque-là, tout ce folklore nous laissait dans une indifférence plutôt amusée.

Un sommet vient d'être atteint le 20 janvier quand — nous citons un tract CGT à ce propos : "...Le personnel a pu découvrir avec stupeur devant les lo-

caux de l'unité de production une brouette regorgeant de paquets-ca-deaux..., signe tangible du départ de la campagne de sensibilisation du TQM."

Là, l'ambiance est passée à la franche rigolade, certains ont ouvert les paquets-cadeaux pour n'y découvrir que du vent, un autre a même décidé d'adopter la mascotte qui trônait sur la brouette.

Tout cela pour mettre en place une boîte à idées censée améliorer, par nos suggestions, notre propre exploitation. Suggestions récompensées, pour les meilleures, par des primes sous forme de bons d'achat de 400 à 4 000 francs dans les magasins des environs... Et le bouquet final : celui qui aura la meilleure idée de l'année se verra remettre sa récompense lors d'une cérémonie.

Pour se mettre dans l'ambiance, une suggestion : que cette cérémonie consiste en un tour de l'usine dans la brouette, pilotée par le chef du personnel casqué d'un entonnoir.

**Correspondant LO** 

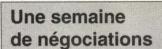
# Travailleurs en lutte

Chausson-Creil (Oise)

Après cinq semaines de grève

# LA REPRISE LA TÊTE HAUTE

Après cinq semaines de grève, les grévistes ont décidé de reprendre le travail le jeudi 18 février. C'est sur la base des dernières concessions faites lors de l'ultime séance de négociations entre la direction générale, les représentants syndicaux et le comité de grève, sous la présidence du médiateur du ministère du Travail que cette décision a été prise lors de l'assemblée générale du mardi 16 février.



C'est après le rejet de l'ultimatum de la direction et du ministère du Travail par les grévistes le mardi 11 février, et après le dernier coup d'éclat au salon du Bourget contre les stands Renault et Peugeot que Martine Aubry a publié un communiqué annonçant la nomination comme médiateur officiel dans le conflit du directeur régional de l'emploi du Nord-Pas-de-Calais. Le gouvernement souhaitait mettre fin au conflit qui, au moins sur le plan régional, avait un retentissement gênant en cette période de licenciements massifs.

Le médiateur souligna qu'il aurait eu trois jours de contacts préalables avec Calvet (patron de Peugeot), Schweitzer (PDG de Renault) et le gouvernement, qui avaient partiellement échoué à cause du refus de Calvet de faire quelque concession que ce soit en matière de reclassements supplémentaires. Cela dit, Renault se servit du refus de son coactionnaire et se déclara contraint de s'aligner sur lui!

Les négociations se passèrent en deux temps : le samedi 13, la direction générale Chausson concéda l'augmentation de la prime de départ de 40 000 à 65 000 F, mais selon un système assez tordu.

Toute une série de mesures ont été promises pour faciliter les reclassements avec la participation de Renault, de l'État et de la cellule de reconversion d'Usinor-Sacilor. Le texte annonce que chaque salarié privé d'emploi se verra proposer au moins un emploi normalement acceptable et "tenant compte de la localisation, de la qualification et du salaire". Évidemment seul l'avenir permettra de vérifier la véracité ou non de cet engagement.

Le samedi soir, les représentants des grévistes rompirent les négociations sur la question du paiement des heures de grève. Les patrons de Chausson sentirent que, compte tenu de la faiblesse des concessions faites sur le reste, ce point ne pouvait pas être éludé. Et du coup, malgré l'annonce officielle que tout se terminerait le samedi, ils proposèrent une nouvelle réunion le lundi après-midi.

Ce jour-là, après avoir réaffirmé qu'il était hors de question d'accepter le principe du paiement des heures de grève, ils annonçaient la re-création d'une prime qui avait disparu, "la prime de performance industrielle" (performance de grève, donc...) dont il restait à verser un reliquat de 1000 F "oublié" pour 1992, et qu'on payait d'un coup pour 1993 : 3000F. Ce paiement de 4 000 F est octroyé aux 4 200 salariés de Chausson (Creil et Gennevilliers) et pas seulement aux grévistes - les o



principes coûtent cher ! Cela assorti là aussi d'un système pervers qui, s'il n'est pas annulé par la suite, pénaliserait les salariés qui quitteraient l'entreprise dans les prochains mois.

En plus le personnel de Creil se voit octroyer trois jours payés à taux plein, ce qui fait en net 1 000 à 1 400 F selon les salaires.

Enfin la direction signa non seulement le retrait de toutes les sanctions pour fait de grève mais l'engagement qu'il n'y aurait aucune rétorsion.

Bien sûr tout le monde comprenait qu'on était loin de l'objectif de 100 000 F de prime de départ qui faisait l'unanimité, et loin de la revendication "aucun licenciement sec", car la grève, en dehors des compensations financières, n'avait permis d'arracher que 157 reclassements supplémentaires chez Renault, Peugeot et Chausson. L'essentiel du plan de 1 104 suppressions d'emplois à

Creil demeure donc, par le biais des invitations au départ, reclassements, FNE mais aussi donc de plusieurs centaines de licenciements pour lesquels aucun reclassement n'est garanti.

# La mobilisation s'est maintenue jusqu'au bout

La direction Chausson avait organisé, suite au rassemblement des nongrévistes à Senlis le 8 février, quatre lieux de rassemblement situés entre une quinzaine et une trentaine de kilomètres de Creil et qui regroupèrent chaque jour entre 600 et 700 personnes en majorité des employés des bureaux et des agents de maîtrise. Par petites équipes, les grévistes sont systématiquement allés y prendre la parole pour démoraliser les plus ardents défenseurs de la direction et attirer la sympathie des autres, sans espérer pour autant les gagner à la grève : les plus "neutres", 1 000 à 1200, restant eux chez eux.

Cette tactique paya. D'abord parce que tous comprirent physiquement qu'une douzaine de grévistes déterminés faisaient le poids par rapport à 200 nongrévistes qui ne l'étaient guère. Et du coup, il n'y eut aucune tentative de s'approcher de l'usine de la part des non-grévistes.

Pour couronner le début de la cinquième semaine de grève et montrer qu'ils avaient le moral, les grévistes, à l'initiative du comité de grève, organisaient le vendredi midi, en plein air, devant les portes de l'usine, un repas de 350 couverts avec un couscous préparé par les grévistes et leurs familles... une grande fête joyeuse qui donna chaud au coeur à tous les grévistes et fit enrager les adversaires de la grève qui virent le banquet à la télévision régionale.

#### Le choix de la reprise

Après les dernières concessions, la majorité des grévistes considéraient que moralement ils avaient imposé un recul à la direction. Certes tout le monde sentait l'injustice des propositions de Renault et de Peugeot, alors que, dans la région, bien des entreprises moins riches proposent des primes de départ plus importantes. Mais tout le monde sait que Peugeot en particulier et même Renault proposent des primes encore moins importantes à leurs propres salariés et que dans le contexte actuel, ils ne tiennent pas à faire de Chausson un précédent qui pourrait servir d'exemple.

Le choix pour les grévistes était donc, soit de prendre acte des reculs successifs entamés au bout de la troisième semaine de grève, et de se dire qu'on pouvait continuer pour tenter d'obtenir des reculs supplémentaires, soit de juger qu'on ne se sentait plus la force d'aller plus loin.

Chacun avait du mal à décider la fin de la grève (d'ailleurs la direction, sentant le climat, n'avait posé aucun ultimatum, cette fois) mais au moment du vote, après que les grévistes à plus de trois cent eurent pris le temps de discuter entre eux, dans une salle, seule une minorité (une quarantaine) vota la continuation, la majorité (un peu plus de la moitié) vota la reprise, et les autres s'abstinrent.



## Travailleurs en lutte

Préalablement, les grévistes avaient rejeté massivement la proposition de certains syndicalistes de procéder à un vote à bulletin secret, et c'est en toute clarté et en toute conscience que le choix s'est fait.

Mais pour montrer que les grévistes rentraient la tête haute en ayant remporté une victoire morale, la grève fut reconduite jusqu'au jeudi matin, et il fut prévu de se retrouver pour une fête des grévistes en salle le mercredi midi.

#### Une grève qui a marqué ses acteurs

Ce qui était marquant dans les derniers jours de la grève, c'est que les grévistes affirmaient être fiers de tout ce qu'ils avaient fait. En effet, ce qui a marqué cette grève n'est pas seulement sa durée (5 semaines), mais le côté dynamique qu'elle a eu avec une participation massive des grévistes à tous les niveaux.

Cela a bien sûr été symbolisé par le fait que la grève a été dirigée de bout en bout par la seule direction reconnue de tous : le comité de grève d'une trentaine de personnes qui a regroupé les syndicalistes les plus dynamiques et les grévistes qui acceptèrent de s'impliquer à fond dans l'organisation de la grève et qui a organisé avec les grévistes aussi bien les actions, que la restauration, les finances, ou les piquets aux portes.

Ce qui a évidemment le plus marqué tout le monde, ce sont les actions les plus spectaculaires réussies par les grévistes, en particulier à la Bourse et à France 2.

Et puis bien sûr, ce qui a profondément marqué chacun est que, pendant plus d'un mois de nouveaux rapports se sont instaurés entre les grévistes, des rapports personnels et collectifs de confiance, de fraternité et de solidarité dans une lutte commune.

La conscience sociale et politique des grévistes a elle aussi beaucoup évolué au cours de la grève. Le sentiment, maintenant partagé, est que pour en sortir vraiment, il faudrait une offensive de tous les travailleurs contre le patronat et le gouvernement. Chaque fois que les grévistes ont eu l'occasion de rencontrer d'autres travailleurs, c'est cette idée qu'ils ont défendue.

**Correspondant LO** 

#### Paris 09... et les autres

# CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, CA BOUGE AVEC LA POSTE!

Au petit matin du mercredi 17 février, les facteurs de la poste du 9ème arrondissement de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, rue Rodier, ont pu se féliciter en assemblée générale d'avoir été à l'origine, par de Paris, pa

La grève a en effet commencé le lundi 8 février chez les facteurs de Paris 09. Les deux tiers d'entre eux ont entamé leur deuxième semaine de grève contre un plan dit de "réorganisation" qui vise en fait à supprimer des emplois et à augmenter la charge de travail (au sens littéral du terme, puisque ce sont souvent des sacoches de 20 à 25 kg qu'il faut emporter en tournée). La direction de la Poste envisage de redécouper les quartiers de distribution, pour augmenter leur superficie mais diminuer leur nombre... et diminuer le nombre des préposés assurant les distributions avec ! Si le projet était appliqué, les facteurs et factrices auraient un sac encore plus lourd, des journées de travail plus longues. A Paris 09, 44 postes de travail seraient supprimés sur 244. Un sixième des facteurs. Et chacun des facteurs restant aurait grosso modo l'équivalent d'une journée de travail de plus à faire par semaine.

La réorganisation à Paris 09 serait — si elle était appliquée — la première d'une série de réorganisations qui devrait toucher six autres arrondissements cette année et les autres l'année prochaine. Cela aboutirait pour 1993 à la suppression de près de 300 emplois sur Paris, de 3 000 dans tout le pays. Paris 09 devait servir en ce début d'année 1993 de test... c'est réussi!

Depuis le troisième jour de grève à Paris 09, l'assem-

blée générale des grévistes a décidé de bloquer le bureau, dissuadant les camions jaunes de livrer le courrier avec l'assentiment et la sympathie des chauffeurs - et la présence permanente des grévistes à la porte a suffi à décourager la direction d'envoyer les rares non-grévistes distribuer le courrier. Cela n'a pas empêché les grévistes d'avoir des discussions quelquefois vives mais souvent chaleureuses avec les usagers, de laisser passer par exemple un chômeur venu chercher son chèque de RMI, un médecin venu prendre des résultats d'analyses. D'autres cas semblables ont été résolus après discussion et décision des grévistes à la porte.

Et le mardi 16 février, quand quelques dizaines de petits commerçants du quartier sont venus en cortège protester contre la grève, petit notable du RPR en tête, les grévistes ont eu à leur égard pas mal d'arguments et ont voté de les laisser entrer et se débrouiller avec la direction du bureau responsable de cette situation. Comme personne n'avait envie qu'il y ait des heurts avec eux, les commerçants sont repartis, calmés, avec quelques "bottes" de courrier datant d'une semaine sous le

La direction essaie bien de faire trier le courrier par des cadres, des auxiliaires ou des moyens parallèles (du courrier de certaines grosses entreprises aurait entre autres été détourné et trié dans un centre de tri parallèle à Créteil). Mais malgré ses efforts, la direction n'arrive pas à remplacer les facteurs grévistes.

C'est le vendredi 12 février, après quatre jours de grève à Paris 09, que les syndicats SUD-CGT-FO-CFTC déposaient un "préavis de grève illimitée à partir du mercredi 17 février pour tous les bureaux de Paris" (facteurs mais aussi personnels des autres services). Mais dès le lundi 15, sans attendre la date fixée par préavis, près de la moitié des facteurs de Paris 18 et de Paris 10 se sont mis en grève et sont venus rejoindre les grévistes de Paris 09, devant le bureau. Ce qui a fait chaud au coeur malgré le froid à cette heure matinale. Les facteurs grévistes des trois bureaux sont ensuite allés à quelque 250 en cortège à la direction de la Poste parisienne, boulevard Montparnasse, où une délégation syndicale a été reçue, à deux reprises mais sans aucun ré-

Les facteurs luttent contre la "rentabilisation" de la Poste qui dégage des bénéfices et voudrait en dégager davantage, entre autres par la suppression d'emplois et un surcroît de travail. Les plans de "réorganisation" se succèdent dans ce service dit public, comme les plans de licenciements dégringolent en cascade dans l'industrie et les banques. Et c'est bel et bien contre la gangrène du chômage que les postiers se rebiffent. A Paris 09, depuis

dix jours, licenciements et chômage n'arrêtent pas d'alimenter les discussions. Trop c'est trop! Et depuis la manifestation organisée le lundi 15, un slogan largement repris exprime le sentiment général: "Un postier de plus, c'est un chômeur de moins".

A Paris 09 le mardi 16 février, la grève a été votée à 6 heures 30 comme chaque jour, et des camarades en grève de Paris 18 et de Paris 10 sont venus à nouveau en visite.

Le mercredi 17, la grève à l'appel des syndicats était largement suivie dans la plupart des bureaux de postes parisiens dont on voyait des délégations et des banderoles dans la manifestation. Paris 09 avait été le premier point de ralliement des grévistes de Paris 18 (qui ont débrayé à presque 100%, distribution et autres services), de Paris 10 et de Paris 08, qui sont partis ensemble vers le boulevard Montparnasse. Quelque 2 000 postiers se sont retrouvés là (sur 7 000 facteurs environ, et 16 000 postiers des bureaux au total sur Paris), devant le siège de la Poste parisienne pour partir en cortège jusqu'au ministère. Paris 20 avait débrayé à 75%, la recette principale de la rue du Louvre et Paris 17 à 40%...

Reste maintenant à savoir ce que sera la suite, quelles répercussions cette journée aura sur le moral des grévistes, en particulier de ceux de Paris 09 qui n'ont pas attendu le 17 février pour se mettre en grève et ne sont pas décidés à en rester là.

Correspondant LO

# Dans les entreprises

#### SNECMA (Région parisienne)

# UNE SITUATION À RÉACTION

Comme dans beaucoup d'entreprises aujourd'hui, la SNECMA, société nationalisée qui construit des moteurs d'avions (13 000 salariés), veut continuer à accroître sa productivité. Une baisse de commandes, réelle ou anticipée, sert de prétexte à un nouveau plan "d'adaptation à la conjoncture économique 1993" dans le jargon de la direction.

En dix ans, la productivité de la SNECMA a été multipliée par trois et la direction ne veut pas en rester là.

Lors des trois précédents plans sociaux, elle s'est surtout attaquée aux filiales, notamment Hispano avec 80 licenciements. Mais dans les usines SNECMA elle a réduit les effectifs par des départs en retraite anticipée dans le cadre de plans FNE.

Cette fois les mesures sont plus contraignantes : chômage technique de 20 jours minimum à la production (avec une perte de salaire d'environ 500 F par mois) et mise en congé obligatoire pour les autres secteurs, notamment pour la cinquième semaine. Pour les filiales, c'est pire : à la SOCHATA par exemple, sur 43 travailleurs qui sont sur le site de

Villaroche, 20 emplois sont supprimés dont 9 licenciements secs.

Depuis pas mal de temps, c'était plutôt la crainte qui prévalait parmi les travailleurs, mais à l'annonce des mesures de la direction, le climat s'est mis à changer. A Gennevilliers et à Villaroche, il y a eu des assemblées dans tous les ateliers, où pratiquement tout le monde est venu. Dans les bureaux, les employés discutent des mesures de la direction et commentent ce qui se passe dans beaucoup d'entreprises aujourd'hui : les réductions d'effectifs, notamment dans l'automobile où pourtant les profits sont loin d'être en baisse. L'idée que les tra-

vailleurs devraient réagir fait son chemin.

Dans les trois centres, des heures d'information syndicale ont rassemblé près de la moitié des effectifs totaux, ce qui ne s'était pas vu depuis la grève de 1988. A Villaroche, des débrayages ont entraîné plus d'un millier de personnes pour aller manifester devant la direction. L'idée de se retrouver tous les centres ensemble dans une manifestation contre les mesures de la SNECMA a été votée à la quasi-unanimité à Villaroche et à Gennevilliers. A Corbeil, devant le peu d'empressement des directions syndicales, des travailleurs ont proposé une action commune. Et comme première étape, certains parlent d'une manifestation à Melun le vendredi 19 février, premier jour du chômage technique.

La grève n'est pas encore vraiment à l'ordre du jour, mais les travailleurs ne veulent plus subir sans réagir. Quelque chose est peut-être en train de changer dans l'ambiance morose qui prévalait jusque-là.

Correspondant LO



En raison des prochaines élections, et d'ailleurs comme à chaque élection, la mairie de Paris a demandé à EDF de reporter certains travaux dans la capitale. Sans doute Chirac estimet-il que des trous partout, cela fait désordre et que cela peut faire grogner l'électeur. Peut-être craint-il aussi de s'étaler dans une tranchée à l'occasion d'une visite aux commerçants...

Seulement la décision d'entamer ces travaux a été prise généralement plusieurs années à l'avance. Et ils demandent des mois d'études, nécessitent l'intervention de dizaines d'agents EDF de différents services techniques, ainsi que des travailleurs d'entreprises de travaux publics.

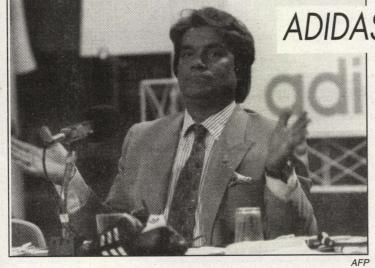
Malgré tout cela, alors qu'un certain nombre de ces travaux étaient déjà commencés, il a fallu, en catastrophe, les modifier : telle fouille ne doit plus être ouverte pour le moment, les câbles devront passer autre part, ou seront posés plus tard. Tel transformateur mobile installé provisoirement devra être déplacé dans un autre endroit, ou implanté après les élections, etc.

Et ces modifications peuvent même entraîner parfois des coupures supplémentaires chez certains clients, qui ignoreront, bien entendu, qu'il s'agit de coupures pour motifs électoraux!

Mais le comble, c'est que la direction EDF avait, semble-t-il, complètement négligé les élections et lancé le personnel dans les travaux comme si de rien n'était. Quelle incompétence! Ce n'est pourtant pas difficile de noter sur un calendrier, à chaque élection: "Pas de trous dans Paris avant; tant qu'on veut après".

**Correspondant LO** 

ADIDAS, DES POMPES... À FRIC



Tapie va toucher le gros lot. Il vend Adidas 2,08 milliards – plus cher qu'il ne l'a acheté – à un groupe formé par des entreprises nationalisées, Crédit Lyonnais, UAP et AGF. Tapie aura fait plus que sauver les meubles en vendant ainsi une entreprise en difficulté. D'avoir des amis au gouvernement, qui plus est d'en être ministre, cela aura été une bonne affaire pour lui. En voilà au moins un qui pourra apprécier le bilan de la Gauche.

## De la pub dans le gaz

"L'Open Gaz de France", cela ne signifie pas, en franglais, qu'il faut ouvrir le gaz. Il s'agit d'un tournoi de tennis féminin (avec certaines des meilleures joueuses mondiales) organisé par GDF au Zénith à Paris, du 15 au 21 février, et dont on peut voir les affiches-réclames – avec une balle entourée d'une petite jupette – un peu partout sur les murs de la capitale.

Gaz de France en a profité pour distribuer au personnel une note d'information sur papier glacé afin d'expliquer "pourquoi communiquer par le sport", et pourquoi précisément par le tennis féminin.

Pour l'amour du sport ? Pas exactement : le "responsable du sponsoring sportif" explique benoîtement que "nous avons retenu le tennis féminin pour des raisons de coûts moins élevés" — (les championnes reviennent moins cher que les champions !) et "surtout pour (...) donner une image plus douce et chaleureuse de Gaz de France".

Evidemment, Gaz de France n'allait pas sponsoriser des pétards et des feux d'artifice, cela aurait fait mauvais effet!





de Stephen Frears

avec Dustin Hoffman ■ Bernie La Plante – alias Dustin Hoffman – est un individu assez peu reluisant. Sa morale a toujours été de "garder le profil bas", version américaine du "pour vivre heureux, vivons cachés", fuyant toute responsabilité et passant inaperçu sans se préoccuper de personne, hormis peut-être son fils. Cela ne lui a guère réussi et il vit difficilement de vols à la tire et autres petits trafics, sans échapper toujours aux filets de la police et de la justice. Bref, Bernie La Plante est un être assez méprisable et méprisé... dont la route est, un jour de pluie, inopinément coupée par un avion en détresse! Même un Bernie La Plante, soucieux de fuir les embêtements, ne peut rester insensible aux appels au secours venant de l'appareil dans lequel, pour comble de malchance, se trouve une journaliste-vedette de la télévision. Et les gros ennuis commencent...

Le film est une charge du journalisme télévisé, de la façon dont un événement est présenté, monté, déformé, de la façon aussi dont un héros est fabriqué. La prétendue volonté de dire la vérité s'accommode d'une absence complète de scrupules devant les faits, d'une recherche du sensationnel avant tout. Le grand spectacle, la démagogie et finalement la manipulation de l'opinion, avec un cynisme sans faille, président ainsi à la fausse reconstitution de l'accident.

La télévision américaine - mais cela pourrait être n'importe quelle télévision – est sur la sellette et le metteur en scène s'emploie à dénoncer ses méthodes avec efficacité. Seul regret : l'insistance de la démonstration qui vaut quelques longueurs et la volonté pédagogique qui marque le récit. Ce qui rend le film presque moins convaincant!

L.P.

### Glengarry de **James Foley**

Dans une grande ville des Etats-Unis, les vendeurs d'une société immobilière font l'article aux clients potentiels. Mais leur routine est perturbée par l'arrivée d'un responsable du siège de la société. Cynique et méprisant, il réclame plus de chiffre d'affaires aux vendeurs, ou alors "ce sera la porte". Et voilà les quatre vendeurs cherchant chacun comment s'en sortir individuellement.

On voit dans ce film des hommes prêts aux pires lâchetés pour "faire du chiffre". Jack Lemmon joue le rôle d'un vieux cadre, aussi agressif et vil que les autres, mais pitoyable quand on apprend ce qui le fait marcher: il a besoin d'argent, de toute urgence, pour payer l'hôpital où est soignée sa fille.

Adapté d'une pièce de théâtre, Glengarry est un huis clos avec peu d'action, mais beaucoup de violence verbale et d'intensité dans les relations entre les individus. Et l'on voit comment les patrons de l'immobilier traitent leurs vendeurs : comme tout patron traite ses employés, même si les vendeurs en question croient que leur type d'emploi les met au-dessus des autres travailleurs...

L.M.

#### Les amis de Peters

de Kenneth Branagh

Dix ans après s'être perdus de vue, une bande de six copains se retrouve, grâce à Peter qui, pour fêter la nouvelle année, les invite tous à séjourner dans un immense manoir hérité de son père.

Les retrouvailles devraient être joyeuses si chacun n'arrivait au rendez-vous avec une surcharge de problèmes personnels dans ses valises. Peter lui-même, derrière ses allures d'hôte décontracté et

d'homme épanoui, vit un drame intime. En fait, la sympathique réunion du départ tourne vite au psychodrame, avec des parenthèses drôles et des renversements cocasses de situations, mais aussi des longueurs.

Finalement, cette histoire, qui se déroule entre couples un tantinet hystériques et célibataires mal à l'aise, laisse assez indifférent. Branagh a voulu faire un film sur l'amitié et aurait déclaré que la morale de son film est "qu'il faut dîner plus souvent avec les gens qu'on aime". Il semble qu'il ait raison : allez plutôt dîner avec des amis...

L. P.

#### Banquet fraternel de LUTTE OUVRIÈRE à ARGENTEUIL

Samedi 27 février

Repas - Soirée dansante à partir de 19 heures

(sur invitation - Ecrire au journal)

#### LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le ige de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage: 14 000 exemplaires. Composition: Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

#### **ABONNEMENTS** France DOM-TOM DOM-TOM, voie aér Europe (soit zone po Autres pays, voie or · Afrique francophone Moyen-Orient, USA, (soit zone 2) Autres pays d'Afrique Centrale et du Sud, Asie du Sud-Est (soi Océanie (soit zone 4 Autres pays, voie aé Afrique francophone Moyen-Orient, USA, (soit zone 2)

Océanie (soit zone 4 Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Autres pays d'Afrique

Centrale et du Sud, .

Asie du Sud-Est (soil

À LUTTE (	DUVRIÈ	RE ET LU	ITTE DE CLASSE	BULLETIN D'ABONNEI
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE	NOM :
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)	PRENOM:
rienne ostale1)	300 F 390 F 420 F		100 F 140 F 100 F	ADRESSE:
rdinaire Canada				CODE POSTAL et VILLE
e, Amérique	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)	COMPLEMENT D'ADRE
Japon, it zone 3) i) érienne	520 F 540 F	270 F 280 F	140 F 140 F	Je m'abonne à : LUTTI LUTTE DE CLASSE, pour
,				(rayer la mention inutile).
Canada e, Amérique	480 F	250 F	140 F	Ci-joint la somme de : Règlement :
Japon, t zone 3) )	540 F 660 F	280 F 340 F	170 F 210 F	- par chèque bancaire ou p MICHEL RODINSON, - par virement postal à MIC
é : tarifs sur	demande	1		CCP 6 851 10 R - PARIS.

#### ETIN D'ABONNEMENT SSE:..... POSTAL et VILLE: ..... PLEMENT D'ADRESSE : ..... abonne à : LUTTE OUVRIERE -DE CLASSE, pour une durée de : la mention inutile). t la somme de : ..... chèque bancaire ou postal à l'ordre de HEL RODINSON, virement postal à MICHEL RODINSON.



# ET POURQUOI PAS FAIRE L'ÉCONOMIE... DU MARCHÉ?

Lituanie, Russie...

L'indépendance, Brazauskas avait été le premier des hiérarques de la bureaucratie à la revendiquer pour "sa" République, dès 1990 (un exemple que bien d'autres allaient suivre au sein des appareils locaux de la bureaucratie). Mais ce sont le Sajudis et son leader, Lansbergis, qui semblèrent - dans une première étape - y avoir le plus gagné: en doublant Brazauskas dans la surenchère nationaliste, ils se hissèrent sur ses épaules pour accéder au pouvoir. Mais, du même coup, c'est eux, aujourd'hui, que les électeurs rendent responsables d'une situation qui ne correspond pas au tableau qu'ils brossaient en disant que l'avenir de la Lituanie deviendrait radieux pour peu qu'elle se sépare du reste de l'URSS.

#### LITUANIE : L'ÉCONOMIE DÉSORGANISÉE

En fait des fruits promis de cette indépendance, la population a surtout vu les magasins encore plus vides qu'auparavant - ou alors inaccessibles -, des prix qui flambent au rythme d'une inflation débridée, tandis que la production chutait brusquement du fait de la rupture des liens économiques avec les autres régions de l'ex-URSS.

Incapable d'assurer ne serait-ce que le chauffage régulier des habitations en hiver, la politique de ces dirigeants, par ailleurs chantres d'un capitalisme sans entrave et censé assurer le bonheur universel, a produit – au sens propre autant que figuré – l'effet d'une douche froide sur la population. Cela vient de se traduire dans les urnes, en Lituanie. Mais, sous une forme ou une autre et pour des raisons similaires, cela se manifeste en bien d'autres endroits de l'ex-Union Soviétique (Géorgie, Estonie, Tadjikistan notamment).

Les nationalistes lituaniens, avant l'indépendance. Mais la réalité n'est pas à la hauteur des espérances

Ainsi, la population doit désormais se priver d'une partie de ce qu'elle recevait auparavant de l'ex-URSS - matières premières, produits industriels, carburant - et des débouchés qu'y avaient ses industries de transformation et son agriculture. Mais en outre, la politique de privatisation des nationalistes, en restituant aux propriétaires d'avant 1940 une terre qu'ils n'ont ni l'envie, ni la capacité de cultiver efficacement sur une base individuelle, a contribué à désorganiser cette agriculture qui passait pour l'un des rares points forts économiques de la Lituanie.

#### LE MARCHÉ NE NOURRIT PAS

En Russie même, les "démocrates" partisans du "libéralisme" façon Thatcher suscitent de moins en moins d'illusions, et se voient même critiqués de toutes parts pour leur incapacité à restaurer un minimum de stabilité politique, à freiner une désorganisation économique croissante et une inflation qui atteint un rythme de 1000 % par an.

Dans un tel contexte, que vienne

de se tenir un congrès de "reconstitution" du Parti Communiste de Russie n'a évidemment rien d'étonnant. Certains politiciens de l'ex-bureaucratie brejnévo-gorbatchévienne peuvent estimer le moment favorable pour se revendiquer de la fidélité au régime précédent devant une opinion publique désenchantée sinon en colère. Ils espèrent que ce sera interprété par une fraction de la population comme une opposition résolue au "marché", à cette politique incarnée par les Eltsine, Gaïdar, Sobtchak et compagnie et à tout ce qu'elle a entraîné.

La presse occidentale peut dépeindre les Yanaev, Krioutchkov et autres putschistes d'août 1991, récemment libérés en attendant leur procès et qui étaient venus se faire acclamer par les délégués de ce congrès, comme des "dinosaures" staliniens. La population et la classe ouvrière en particulier n'ont sans doute rien de bon à attendre de ces genslà. Mais elles savent aussi qu'il n'y a pas moins d'anciens dirigeants de la bureaucratie - le plus célèbre se trouve être précisément le président russe, Eltsine - à la tête du clan actuellement au pouvoir à Moscou. Les anciens hauts bureaucrates se sont d'ailleurs répartis un peu partout dans les partis de l'échiquier politique russe (mais aussi ukrainien, lituanien, etc.).

Au cours des mois passés, la population a pu constater que les bureaucrates se déclarant "démocrates" et "anti-communistes" n'étaient guère différents de leurs ex-collègues mais rivaux en politique. Et l'empressement récent mis par Eltsine à vouloir retirer son projet de référendum-plébiscite – l'idée d'en organiser un en avril était pourtant de lui – signifie peut-être que lui et son clan politique ne tiennent pas tant que cela à voir la population les "noter" ...

P.L.



